

# Bruno Cautrès

## La France de moins en moins favorable à l'Europe

La dernière vague de l'Eurobaromètre fait grimper la France dans le peloton de tête des pays les moins convaincus par l'intégration européenne. L'Europe perturbe les clivages habituels de la politique, analyse le chercheur au Cevipof

Le rapport des Français à l'intégration européenne a souvent été qualifié d'« ambivalent » : nous serions à la fois majoritairement acquis à ses grands principes et, dans le même temps, soucieux de ses modalités et de ses effets sur notre système socio-économique. Les données d'enquêtes récentes attestent cette position : la dernière vague de l'Eurobaromètre (Eurobaromètre 90.1, octobre 2018) montre que 68% des Européens pensent que « leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne », mais que c'est le cas de 64% des Français ; 62% des Européens pensent que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne (UE) est « une bonne chose », contre seulement 61% en France. Si d'autres indicateurs font exception, cela ne traduit jamais un soutien très appuyé à une demande d'intégration européenne en France.

Mais alors, où en sont aujourd'hui les Français dans leur rapport à l'UE, à la veille des élections européennes ? Comment nous situons-nous par rapport aux autres Européens ? Commençons par remarquer que de très importantes transformations se sont opérées dans la géographie des opinions sur l'Europe depuis quinze à vingt ans. Alors que dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000, on constatait une forte opposition entre des pays très « européens » du Sud et des pays très ou assez négatifs sur l'UE du Nord (Suède, Danemark), la carte des soutiens à l'Europe a été quasi totalement bouleversée aujourd'hui. Une décennie après la crise économique de 2008, plus rien ne ressemble aux données que nous connaissons avant. La cartographie du soutien des Européens à l'Union a été bouleversée en profondeur par les crises économiques et migratoires que les Etats membres ont traversés depuis une décennie.

On peut mesurer l'ampleur de ce bouleversement grâce à la richesse des données de l'Eurobaromètre, l'enquête d'opinion que réalise la Commission européenne. Ce travail permet de ne pas s'en remettre à un seul indicateur d'opinion ou deux. En effet, pour bien comprendre les logiques des

attitudes des Européens vis-à-vis de l'UE, il faut considérer que celles-ci sont plurielles et qu'elles se situent à différents niveaux d'appréciation : être d'accord avec l'idée, assez répandue, que l'appartenance de son pays à l'UE est plutôt une bonne chose n'est en fait qu'un niveau de soutien très général et diffus à la construction européenne. Grâce à l'Eurobaromètre, on peut réaliser des analyses plus complexes et multivariées, qui combinent de très nombreuses mesures d'opinion et d'attitudes vis-à-vis de l'Europe.

### Devant la Roumanie et l'Autriche

Sur la dernière vague disponible, on a réalisé une analyse statistique combinant sept indicateurs, par exemple l'image de l'UE et du Parlement, l'opinion quant au bénéfice que le pays a retiré de son appartenance à l'UE ou encore l'appréciation sur le fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union.

Cette analyse montre que la première fracture qui clive l'Europe est d'abord nationale : les 28 pays forment une mosaïque, un continent divisé en sous-zones géographiques. Aux deux extrémités de cette première division s'opposent les pays les plus favorables et les moins favorables aux logiques de l'intégration européenne. Dans le premier groupe, on trouve (par ordre croissant de soutien à l'UE) la Lituanie, la partie ouest de l'Allemagne, l'Estonie, le Portugal, Malte, le Luxembourg, l'Irlande. Dans le second (par ordre croissant d'opposition à l'UE), la Roumanie, l'Autriche, la Croatie, la France, l'Italie, la Grèce, la République tchèque, le Royaume-Uni.

Entre ces deux entités, on trouve deux ensembles de pays dont les opinions publiques sont dans une situation intermédiaire. Le premier peut être qualifié de plutôt positif vis-à-vis de l'UE : la Bulgarie, la Belgique, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, la Lettonie, la Pologne. Le second se définit comme plutôt négatif vis-à-vis de l'UE (par ordre croissant des opinions négatives sur l'Europe) : la Slovaquie, l'Espagne, la Hongrie, Chypre, la partie est de l'Allemagne, la Finlande.

On voit ainsi se confirmer que la France – à quelques semaines des élections européennes – fait aujourd'hui partie des pays les moins favorables à l'intégration européenne... Quel paradoxe dans un pays qui a élu Emmanuel Macron il y a moins de

deux ans ! La position de la France parmi les autres pays européens, qui était traditionnellement à mi-chemin entre les plus favorables et les plus défavorables, a glissé au cours des dix dernières années vers le pôle des plus négatifs. On peut le confirmer en analysant d'autres vagues récentes de l'Eurobaromètre ou d'autres enquêtes d'opinion réalisées récemment en France sur le rapport des Français à l'Europe. Selon les moments, Paris occupe toujours une position oscillant entre le pôle des pays négatifs et celui des pays assez négatifs vis-à-vis de l'UE.

### Les politiques publiques en question

Une importante fracture sociale pèse également de tout son poids : chez les Vingt-Huit, l'intégration européenne est négativement perçue par les classes populaires, les ouvriers, les chômeurs, ceux qui ont terminé leurs études avant l'âge de 16 ou 17 ans. Se sentir exclu socialement, exposé au risque du chômage, appartenir aux catégories les moins favorisées correspond très largement à une représentation de l'Europe et de son intégration économique comme une menace de perte des protections sociales nationales.

Les travaux universitaires conduits sur cette question ont montré que l'importance de la protection sociale nationale pouvait faire fortement varier le soutien ou non à l'intégration européenne. Cette logique est présente dans les données de l'Eurobaromètre, mais elle n'explique pas tout : on trouve dans le groupe des pays les plus favorables à l'intégration européenne des économies du nord de l'UE, où persiste une solide tradition d'Etat protecteur malgré d'importantes évolutions.

La grande question que posent toutes ces fractures (nationales, sociologiques, de modèles de l'Etat protecteur) est de savoir si elles sont susceptibles d'une interprétation politique. Deux thèses s'opposent à

cet égard : pour certains, ces fractures ne peuvent se résoudre qu'en les dépassant dans un nouveau clivage politique entre les « nationalistes » et les « progressistes ». C'est celle défendue par Emmanuel Macron. Selon cette idée, les vies politiques nationales devraient être reconfigurées autour de ce clivage afin qu'elles reposent partout sur les mêmes lignes et que la politisation des enjeux européens puisse se faire sans rupture du lien politique entre le niveau national et le niveau européen. Pour d'autres, c'est autour du clivage gauche-droite, qui a structuré les vies politiques nationales depuis deux siècles, qu'il faut reconfigurer et réorienter l'Europe. La politisation des enjeux européens passerait alors par un encastrement dans cette opposition, permettant que le lien politique soit continu entre le niveau national et le niveau européen.

Dans le cas de la France, la fracture sociologique que provoque le rapport des citoyens à l'intégration européenne est très forte, notamment au regard de la position de chacun dans l'échelle sociale. Les plus riches et les plus éduqués sont toujours plus en faveur de l'intégration européenne que les autres – une fracture apparue dès la ratification du traité de Maastricht.

Mais c'est la question politique qui se pose aussi en France. Si l'on utilise d'autres données que celles de l'Euroba-

romètre (par exemple, le Baromètre de la confiance politique du Cevipof ou encore l'enquête réalisée très récemment par BVA sur les Français et l'Europe), on s'aperçoit que les Français pensent l'Europe en deux dimensions. Si la première, relative au principe même de l'intégration européenne et opposant les opinions les plus positives et les plus négatives, est mal corrélée aux positions politiques gauche-droite, une seconde dimension sur les modalités de l'intégration européenne est au contraire davantage liée avec celles-ci.

Sur la question de principe, on note que les Français proches des partis du centre droit et du centre gauche accordent un soutien important à l'Europe. Mais lorsqu'on demande aux Français leurs opinions sur les politiques publiques que devrait suivre l'UE ou sur les craintes qu'ils ont en matière de protection sociale ou de conséquences migratoires, alors la dimension gauche-droite reprend du relief.

Ainsi, l'Europe continue lentement, mais très profondément, à perturber les lignes habituelles de la politique française. De manière aussi importante que la présidentielle de 2017, les élections européennes du 26 mai vont jouer un rôle décisif sur les mutations et recompositions politiques en cours. Dans ce pays si peu enthousiaste sur l'Europe, quel paradoxe ! ■

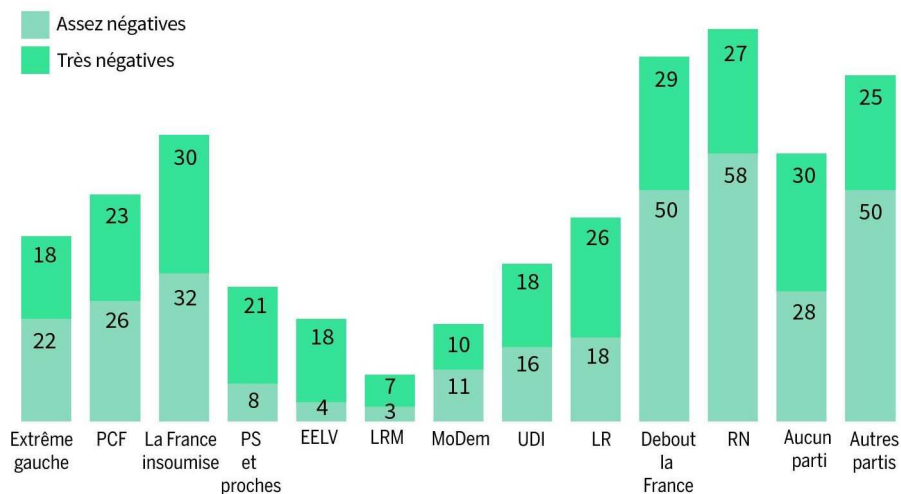
**Bruno Cautrès** est chercheur CNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po) et enseignant à Sciences Po. Ses travaux portent sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques. Il est l'auteur de « La Turquie en Europe. L'Opinion des Européens et des Turcs » (avec Nicolas Monceau, Presses de Sciences Po, 2011) et « Les Européens aiment-ils (toujours) l'Europe ? » (La Documentation française, 2014)



**CHEZ LES VINGT-HUIT, L'INTÉGRATION EUROPEENNE EST NÉGATIVEMENT PERÇUE PAR LES CLASSES POPULAIRES, LES OUVRIERS, LES CHÔMEURS**

### Opinions négatives vis-à-vis de l'Europe, selon la sympathie politique

EN % PAR PARTI POLITIQUE



SOURCE : ANALYSES RÉALISÉES PAR BRUNO CAUTRÈS, BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE DU CEVIPOF, VAGUE 10, JANVIER 2019